Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA

Hors-série n° 9 | 2016

Géolocalisation et sources anciennes ?

Des données textuelles et planimétriques à l'analyse des dynamiques paysagères et foncières. Le cas de Blandy-les-Tours (Seine-et-Marne) du XVI^e au XIX^e siècle

Albane Rossi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cem/13811>

DOI : 10.4000/cem.13811

ISSN : 1954-3093

Éditeur

Centre d'études médiévales Saint-Germain d'Auxerre

Référence électronique

Albane Rossi, « Des données textuelles et planimétriques à l'analyse des dynamiques paysagères et foncières. Le cas de Blandy-les-Tours (Seine-et-Marne) du XVI^e au XIX^e siècle », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA* [En ligne], Hors-série n° 9 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2015, consulté le 04 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cem/13811> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cem.13811>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mars 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions
4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Des données textuelles et planimétriques à l'analyse des dynamiques paysagères et foncières. Le cas de Blandy-les-Tours (Seine-et-Marne) du XVI^e au XIX^e siècle

Albane Rossi

1 Des travaux récents¹, inscrits dans un processus d'ouverture à la pluridisciplinarité ont souligné que l'organisation des sociétés rurales ne peut plus être comprise sans prendre en compte leur relation à l'espace. Ces évolutions conduisent aujourd'hui à travailler sur la dimension spatiale des données extraites des sources historiques.

2 Cette communication présente le travail mené dans le cadre d'une thèse de doctorat en cours². Cette étude repose, pour l'essentiel, sur la mise en parallèle de données textuelles et planimétriques, modernes et contemporaines, intégrées dans un système d'information géographique. Les documents concernés (un terrier du XVI^e siècle, un autre associé à un plan du XVIII^e siècle, et le cadastre napoléonien du XIX^e siècle avec ses états de section), en inventoriant parcelles et tenanciers/propriétaires, ont en commun de présenter de nombreux renseignements sur la structuration et l'utilisation de l'espace rural. Ils décrivent cependant chacun une réalité spatiale en relation avec les structures sociales et économiques propres à la période dont ils sont issus. En choisissant de travailler à l'échelle locale, c'est la pratique quotidienne et la perception des acteurs qui seront considérées³; le temps long permettra d'analyser les évolutions (permanences ou

mutations) dans l'occupation et la gestion du sol, et d'appréhender certaines des modalités de construction du territoire étudié, entre le XVI^e siècle et le XIX^e siècle.

La seigneurie et la commune de Blandy

- 3 Le village de Blandy-les-Tours est situé au sud du département de Seine-et-Marne, à une quinzaine de kilomètres de Melun et à une cinquantaine de Paris, au cœur du riche plateau agricole de la Brie (fig. 1).

Fig. 1. Localisation de la zone d'étude.

- 4 Une grande partie de l'actuel territoire communal (1364 hectares) a constitué une seigneurie qui appartenait, au moins depuis le XII^e siècle⁴, aux vicomtes de Melun⁵, personnages très influents auprès des rois de France⁶.
- 5 En 1707, le maréchal Claude Louis-Hector de Villars achète la seigneurie pour agrandir son duché de Vaux-Villars (ou tout simplement Villars) érigé deux ans plus tôt en remerciement des « importants services [qu'il...] a rendus [au Roi] dans la guerre et dans les négociations [...] »⁷. En août 1705, le maréchal était en effet entré en possession du domaine de Vaux-le-Vicomte⁸. Le fief avait été constitué, entre 1641 et 1661 par le célèbre Nicolas Fouquet. Ce dernier, très ambitieux, y avait fait construire, sur la paroisse de Maincy, un magnifique château de plaisance agrémenté d'un grand jardin qui comptèrent, l'un comme l'autre, parmi les plus beaux de France⁹. De plus, l'ensemble présentait une grande homogénéité spatiale : la directe et le domaine s'étendaient sur des terres toutes regroupées autour du château de Vaux et dont la plupart possédaient des frontières communes (fig. 2). Suite à l'arrestation et à la condamnation à la prison à vie du surintendant par Louis XIV¹⁰, l'ensemble de ses biens (mobiliers et immobiliers) furent mis sous séquestre. Sa famille les récupéra plus de dix

années plus tard mais, très fortement endettée, sa veuve dut se résoudre à tout vendre. C'est ainsi que Claude Louis-Hector de Villars acheta le fief de Fouquet sur lequel il fera attacher sa dignité de duc¹¹. Avant même la signature de l'acte de vente, le maréchal savait que l'entretien de Vaux-le-Vicomte allait engendrer des dépenses importantes. « La mariée est trop belle et elle coûte cher ; trop de cascades et de fontaines ! », disait-il au prince de Condé dans une lettre du 25 août 1705¹². C'est pourquoi, afin de compléter, d'étendre et de rentabiliser son nouveau domaine, il y réunit rapidement, d'autres droits et d'autres terres de « rapport » situés à proximité (fig. 2). Le 3 juillet 1707, il devint ainsi propriétaire de la terre et seigneurie de Blandy¹³ et il transforme le château en ferme : les toitures sont démontées et réutilisées en partie sur les bâtiments de Vaux. Les fossés sont comblés et les bâtiments sont transformés pour les besoins agricoles. Tout ce qui ne pouvait pas servir à la ferme est totalement laissé à l'abandon ou détruit¹⁴.

Fig. 2. Le duché pairie de Villars.

- 6 Au mois de septembre 1709, le duc de Villars est créé pair de France parce que « le Roi ne peut trop lui « témoigner [...] combien [il est] satisfait de la valeur et du zèle qu'il a montré pour [son] service [au cours de la guerre de succession d'Espagne]¹⁵ ». Les terres de son duché sont alors unies et érigées en duché-pairie¹⁶. L'ensemble sera revendu, en 1764, à César-Gabriel de Choiseul-Praslin, également duc et pair de France¹⁷. A la Révolution, le château de Blandy est dans un tel état de délabrement qu'il n'est même pas confisqué pour être revendu comme bien national, et encore moins détruit en tant que symbole de l'Ancien Régime, comme tant d'autres bâtiments à ce moment-là. Il reste donc la propriété de la famille des ducs de Choiseul jusqu'en 1883, date à laquelle la commune en fait l'acquisition¹⁸.

- 7 Ces seigneurs successifs se sont montrés soucieux de la bonne gestion de leur patrimoine foncier : deux terriers, datés de 1508¹⁹ et de 1744/1750²⁰, et un plan de la seigneurie dressé en 1740²¹, sont parvenus jusqu'à nous. Le cadastre de la commune, levé en 1845²², complète ce corpus. Nous disposons donc d'un fond documentaire important, homogène et bien distribué dans le temps, susceptible de nous renseigner sur le sol et ses modalités d'occupation et d'appropriation du tout début de l'époque moderne jusqu'au XIX^e siècle.

Des données textuelles et planimétriques

- 8 Les terriers sont des documents issus de l'administration seigneuriale. Ils recensent l'ensemble des biens fonciers, des revenus et des droits possédés par un seigneur.
- 9 Ces inventaires, qui permettent une gestion plus efficace du domaine, se sont multipliés dans le courant du XIII^e siècle. En effet, un contexte d'importante inflation dévalue les redevances foncières, tandis que les tenures (exploitations paysannes), qui tendent à devenir héréditaires²³, s'émiettent progressivement, compliquant ainsi la perception des charges par les agents seigneuriaux. Ce double phénomène menace les revenus de nombreux lignages²⁴. D'ailleurs, au fur et à mesure de la dégradation du pouvoir d'achat de la monnaie, les loyers tombèrent, dans bien des endroits, à des niveaux très bas. Cela sera le point de départ, avec l'hérédité des tenures, de la notion de quasi-propriété du sol, défendue par de nombreux paysans à l'époque moderne²⁵.
- 10 Dès la fin du Moyen Âge, en parallèle au développement du notariat, ces documents prennent peu à peu un caractère officiel. C'est alors la naissance du terrier à proprement parler, qui est toujours réalisé à la suite d'une enquête minutieuse effectuée auprès des tenanciers, par des notaires indépendants du commanditaire qui prennent soin d'y laisser leurs marques. Désormais, ils sont officiellement enregistrés et opposables en justice²⁶.
- 11 Il convient de noter que, rapidement, « [les registres] ne concernent plus que la part lotie du domaine [censive] : les terres de la réserve [seigneuriale] disparaissent du texte²⁷ » ; mais, dès cette époque, les biens inventoriés y sont décrits de façon détaillée, ce qui les rapprochent un peu de la forme de la matrice cadastrale. Pour chaque pièce déclarée, on y trouve, la plupart du temps, des informations de trois types : des données purement fiscales (les diverses charges qui grèvent telle ou telle parcelle) ; des données descriptives qui concernent les individus (identité, métier, lieu de résidence, statut social et parfois, liens familiaux) et les biens meubles ou immeubles (type d'occupation et superficie de la parcelle) ; et des informations sur l'environnement immédiat des parcelles qui permettaient, en l'absence de plan, de les localiser au sein du finage²⁸ (la mention de parcelles mitoyennes, d'un élément naturel, d'un nom de lieu-dit, d'une paroisse voisine...).
- 12 On le sait, les terriers ne sont pas des documents objectifs et, encore moins, exhaustifs. Ils sont avant tout des outils de gestion dressés à la demande des seigneurs qui veulent connaître l'étendue de leur contrôle sur les hommes et les revenus qu'ils peuvent en attendre. « L'information économique et juridique prime, l'espace n'étant qu'entrevu²⁹ ». Cependant, en recensant les parcelles et les tenanciers de la censive d'une seigneurie donnée, ces documents présentent bien plus qu'une partie d'un territoire seigneurial. Ils permettent d'entrevoir aussi la propriété et l'exploitation

foncière, leurs représentants, l'espace qu'ils contrôlent et, d'une certaine façon, la manière dont ils le perçoivent. Puisque des données concernent la répartition sociale, le lieu de résidence et le statut des déclarants au terrier, il est envisageable d'étudier la structure et la composition de chaque exploitation puis de les comparer entre elles. Les informations consignées dans ces registres peuvent également nous éclairer sur l'organisation de la production agricole (les cultures les plus répandues, la présence éventuelle de clôtures ou de haies, le calendrier agricole...) et sur celle du prélèvement seigneurial (la nature des redevances, le calendrier et les lieux des versements...). En revanche, sans plan associé qui permette de localiser les renseignements obtenus dans un cadre géographique précis, il est difficile, voire impossible dans certains cas, de saisir l'emprise spatiale des pratiques agraires et donc de comprendre totalement comment fonctionne l'appropriation foncière et l'exploitation agropastorale.

- 13 Les premiers schémas parcellaires apparaissent dès la fin du XV^e siècle. Mais ce n'est qu'à partir du XVII^e siècle, et surtout du XVIII^e siècle, que les terriers vont être de plus en plus systématiquement accompagnés de plans localisant avec précision les parcelles déclarées par les tenanciers. C'est d'ailleurs souvent ce plan qui sert de base à la confection du registre. Le notaire commençait par mettre en rapport les différents documents auxquels il avait accès avec le dessin parcellaire, ce qui lui permettait de recevoir ensuite les aveux d'une manière efficace, en limitant les oublis. Cette opération d'« application des titres au plan »³⁰ doit être regardée comme le reflet d'une évolution dans la façon de concevoir la seigneurie : « Pour qu'elle soit dessinée, il faut d'abord qu'elle soit pensée comme espace³¹ ». Cette cartographie seigneuriale du XVIII^e siècle se caractérise par le mélange, sur un même support, d'une certaine rigueur scientifique avec une manière de représenter qui reste attachée à la volonté d'évoquer le visible par l'utilisation de la couleur et de figurés à la fois symboliques et réalistes. C'est pourquoi, à la différence du cadastre contemporain, conçu sur un modèle appliqué partout, ces plans sont tous différents. Chaque production reflète, en quelque sorte, les compétences mathématiques, techniques et artistiques de la personne qui l'a réalisée.

Les terriers de la seigneurie de Blandy

- 14 L'étude repose, en partie, sur le dépouillement et l'analyse de deux registres terriers qui regroupent l'ensemble des biens relevant de la censive de la seigneurie de Blandy.
- 15 Le premier a été dressé en 1508 devant Jehan Ferrié, notaire à Melun, à la requête d'Agnès de Savoie (1445-1508), la femme du comte de Dunois, François I^{er} d'Orléans-Longueville, vicomte de Melun et seigneur de Blandy de 1489 à 1491³². En novembre 1491, après le décès de son époux, elle devient « dame de Blandy », et elle le restera jusqu'à sa propre mort car la terre et seigneurie faisait partie de son douaire³³. Ce registre est organisé suivant un double classement. Les parcelles déclarées sont d'abord rangées par termes d'échéance du cens (le lendemain de Noël, la Saint-André, la Saint-Jean-Baptiste ou la Saint-Rémi). Puis, à l'intérieur de ces groupements, par tenancier (fig. 3).

Fig. 3. Le terrier de 1508 (AN, Q1 1402*) : « Et premierment, cens deuz a ladite dame pour chascun an es jours de l'Ascension et Saint Andrei [...] », folio 1, recto.

- 16 Le deuxième document a été confectionné par Georges Eicher de Rivière, également notaire à Melun, à la demande d'Honoré-Armand de Villars, seigneur de Blandy de 1734 à 1764³⁴. Ce dernier est le fils du maréchal Claude Louis-Hector de Villars (cf. *supra*). En juin 1734, il a hérité de l'intégralité de son duché-pairie³⁵. Ce registre présente, quant à lui, des déclarations de tenures rangées par ordre chronologique (fig. 4). La rédaction débute en 1744 et s'achève en 1750.

Fig. 4. Le terrier de 1744/50 (ADSM, 140 Edt 1G1).

- 17 Leurs agencements distincts n'empêchent pas les deux documents d'avoir un grand nombre d'informations en commun : pour chaque article déclaré, on connaît l'identité du déclarant, la surface déclarée, le type d'occupation, la situation topographique, le détail des confronts et les charges demandées. Toutefois, comme c'est souvent le cas dans la documentation du XVIII^e siècle, le livre de 1744/1750 est plus complet et recense un certain nombre d'informations qui n'apparaissent pas au XVI^e siècle : les obligations banales, les rentes, quelques-uns des anciens titres de propriété des parcelles déclarées, et certains droits de mutation sont mentionnés dans le texte. De plus, et c'est là une différence majeure, le terrier du XVIII^e siècle est associé à un plan parcellaire réalisé à la même époque (cf. *infra*) : chaque article décrit dans le registre est associé à un numéro de planche et à un numéro de parcelle qui y renvoient (fig. 4).

Les plans de la seigneurie puis de la commune de Blandy

- 18 En 1740, l'ensemble du duché-pairie de Villars a été cartographié. 44 planches extraites de cet imposant document³⁶ représentent et renseignent, pour la première fois et dans sa totalité, toutes les terres situées dans la mouvance de la seigneurie de Blandy.
- 19 Ce plan appartient à la catégorie des plans dit « géométriques » établis à partir de relevés de terrain plutôt fiables³⁷. En effet, il a été réalisé par Paul Desquinemare, un arpenteur des eaux et forêts du roi. A l'époque qui nous intéresse, ce corps de métier maîtrisait les techniques d'arpentage les plus modernes³⁸; c'est pourquoi les déformations de notre document par rapport au plan cadastral levé en 1845 sont minimales. D'ailleurs, il possède une autre caractéristique fondamentale du cadastre : les parcelles et les bâtiments sont dessinés en plan selon la même unité d'échelle³⁹. Aucun élément n'apparaît en élévation. Mais l'ensemble des planches est coloré et certains

types d'occupation du sol sont représentés par des figurés qui tentent de reproduire l'aspect de ce qui est planté. Par exemple, la vigne est évoquée par un cep enroulé autour de son tuteur. Ce document peut donc être rattaché à cette cartographie seigneuriale qui, dans le courant du XVIII^e siècle, va faire le lien « entre ce que sera le cadastre et ce que fut la chorographie, au sens étymologique l'écriture d'un paysage⁴⁰ » (fig. 5).

Fig. 5. Extrait du plan dit de « Desquinemare », 1740 (BMM, HHR 217, planche 38 ©BMM).

- 20 En dehors de quelques parcelles (113,34 hectares) situées à Bombon, l'emprise de la seigneurie est concentrée dans les limites de la commune de Blandy présentées sur le cadastre du XIX^e siècle (fig. 6). Mais à l'époque de la rédaction des terriers et de la confection des plans qui les accompagnent, la seigneurie est rarement un ensemble territorial continu. Elle peut s'étendre sur plusieurs territoires paroissiaux, et il peut y avoir plusieurs seigneuries au sein d'une même paroisse⁴¹. Notre document n'échappe pas à la règle : réalisé à la demande du seigneur afin de faciliter la gestion de son territoire (cf. *supra*), il ne prend pas en compte le découpage parcellaire de 3,5 % (51,65 hectares) de l'espace représenté sur le plan. Ces « vides » correspondent à des enclaves qui, tout en se trouvant dans l'étendue des droits de justice du seigneur de Blandy, dépendent d'autres seigneurs⁴². Malgré cette lacune, le plan nous permet d'accéder à un grand nombre d'informations : il présente les toponymes, les voies de communication, le réseau hydrographique, les aménagements hydrauliques ou industriels ainsi qu'une figuration de l'occupation du sol et de l'habitat au XVIII^e siècle pour l'ensemble du territoire qui se trouve dans la mouvance de la seigneurie de Blandy. De plus, étant donné que chaque planche est accompagnée d'une « table des héritages » dans laquelle figurent quelques informations supplémentaires sur les parcelles dessinées, on connaît également l'identité des déclarants et des propriétaires pour toutes les parcelles représentées sur le plan (fig. 7).

Fig. 6. L'emprise de la seigneurie de Blandy au XVIII^e siècle, d'après le plan de 1740.

Fig. 7. Extrait d'une « table des héritages » du plan de 1740 (BMM, HHR 217, table du plan 38 ©BMM).

TABLE DU PLAN TRENTE-HUIT					
Noms des Propriétaires.	Noms du Plan.	Chantiers	Nature des héritages.	Superficie d'après le Plan.	
M. J. J. J. J.	4755	ad. m. de p. m. m.	Cette	1	
M. de J. J. J.	4756	ad. m. de p. m. m.	Cette	56	
J. J. J. J. J. J. J.	4757	ad. m. de p. m. m.	Cette	16	
J. J. J. J. J. J. J.	4758	ad. m. de p. m. m.	Cette	50	
J. J. J. J. J. J. J.	4759	ad. m. de p. m. m.	Cette	52	
M. J. J. J. J. J. J.	4760	ad. m. de p. m. m.	Cette	50	
M. J. J. J. J. J. J.	4761	ad. m. de p. m. m.	Cette	44	
N. J. J. J. J. J. J.	4762	ad. m. de p. m. m.	Cette	59	
N. J. J. J. J. J. J.	4763	ad. m. de p. m. m.	Cette	55	
M. J. J. J. J. J. J.	4764	ad. m. de p. m. m.	Cette	62	
J. J. J. J. J. J. J.	4765	ad. m. de p. m. m.	Cette	56	
J. J. J. J. J. J. J.	4766	ad. m. de p. m. m.	Cette	58	
J. J. J. J. J. J. J.	4767	ad. m. de p. m. m.	Cette	20	
J. J. J. J. J. J. J.	4768	ad. m. de p. m. m.	Cette	25	
J. J. J. J. J. J. J.	4769	ad. m. de p. m. m.	Cette	54	
J. J. J. J. J. J. J.	4770	ad. m. de p. m. m.	Cette	59	
J. J. J. J. J. J. J.	4771	ad. m. de p. m. m.	Cette	12	
M. J. J. J. J.	4772	ad. m. de p. m. m.	Cette	80	

- 21 Pour le XIX^e siècle, nous disposons du cadastre dit « napoléonien » de la commune de Blandy. Unique et centralisé, ce cadastre parcellaire fut institué en France par la loi du 15 septembre 1807. Levé à partir de relevés topographiques précis⁴³, il était destiné à répartir équitablement les contributions foncières. En effet, depuis l'époque révolutionnaire, l'impôt était calculé en fonction de la superficie et de la valeur estimée

de chaque propriété immobilière. L'impôt sur le revenu n'apparaîtra en France qu'avec la première guerre mondiale. Ces plans parcellaires sont donc accompagnés de registres appelés « états de sections » dans lesquels sont présentés, pour chaque parcelle du plan, la nature de l'occupation du sol (terre, vigne, bois...), le toponyme, le nom du propriétaire avec, parfois, sa profession et son lieu de résidence, ainsi qu'un classement hiérarchique de la valeur des terres qui fournit la base du calcul de l'imposition⁴⁴.

- 22 Dans la plupart des communes, le cadastre a été rénové une ou plusieurs fois depuis le début du XIX^e siècle. Blandy a ainsi été cadastré deux fois : en 1812 et en 1845. Pour cette étude, nous avons utilisé le plan de 1845 et ses états de section. En effet, il représente le dernier état connu avant les grands remembrements du XX^e siècle, qui, dans le département, ont eu lieu dans les années 1950⁴⁵.
- 23 Les documents présentés ci-dessus renferment donc des informations comparables sur les identités des déclarants, sur les caractéristiques des biens et leur localisation au sein du finage et sur les charges ou l'impôt associés à chaque parcelle déclarée (fig. 8).

Fig. 8. Des informations comparables du XVI^e au XIX^e siècle.

	Terrier 1508	Plan 1740	Terrier 1744/50	Cadastre 1845/48
☒ oui ☐ non				
Nom/Prénom				
Profession				
Résidence				
Type d'occupation				
Superficie				
Localisation				
Evaluation	redevances		redevances	classes

- 24 Ces sources permettront, une fois mises en parallèle, de travailler sur trois états successifs, d'une partie, ou de la totalité du finage blandinois (fig. 9). C'est pourquoi ces textes et ces plans ont été associés par l'intermédiaire d'un Système d'Information Géographique (ArcGIS d'ESRI®). En effet, cet outil permet de lier les données spatiales et les données textuelles. Ces dernières pouvant ainsi être envisagées dans leur dimension spatiale.

Fig. 9. Trois états successifs, d'une partie, ou de la totalité du finage blandinois.

	XVI ^e	XVIII ^e		XIX ^e
Nature du document	Terrier	Plan	Terrier	Cadastre
Conservation	AN Q1 1402*	BM Melun HHR217	AD77 140 Edt 1G1	AD77 140 Edt 1G7 AD77 140 Edt 1G8
Commanditaire	Seigneur de Blandy	Seigneur de Blandy	Seigneur de Blandy	Etat
Type(s) de source	Registre (329 folios)	Plan (44 planches) Registre	Registre (775 pages)	Plan (29 planches) E. de sections
Espace renseigné	Censive	Mouvance seigneurie	Censive	Commune

Le traitement des données

- 25 Comment appréhender un territoire dans la durée si on ne dispose pas de données comparables entre elles, dans le temps et dans l'espace⁴⁶ ? L'objectif est donc de parvenir à créer des cartes et à produire des statistiques qui pourront être confrontées les unes aux autres sur nos thématiques de l'occupation et de l'appropriation du sol, ou sur les principes d'évaluation de la terre par exemple. Pour cela, nous avons traité les données planimétriques et les données textuelles de façon parallèle.
- 26 Les renseignements portant sur l'identité des déclarants, les informations sur les biens et les données fiscales issues des terriers de 1508 et de 1744/1750, mais aussi une partie de celles contenues dans les « tables des héritages » qui accompagnent l'ensemble des planches du XVIII^e siècle et de celles qui figurent dans les états de section du cadastre napoléonien de 1845 ont été saisies puis homogénéisées. Nous entendons par « homogénéisation », l'établissement de catégories transversales⁴⁷. Cette opération était nécessaire étant donné le grand nombre d'années qui séparent nos différents documents.
- 27 Prenons les types d'occupation du sol indiqués pour les parcelles déclarées au XVI^e siècle, au XVIII^e siècle puis au XIX^e siècle. Les termes employés pour désigner ces biens sont importants. Leur sens peut varier d'une région à l'autre, mais aussi d'une période à l'autre. Ils peuvent également ne plus être utilisés et avoir été remplacés par de nouvelles dénominations durant les quelques siècles considérés dans notre étude. Par exemple, le terme de *cortil* ou *courtil*, n'apparaît que dans notre document du XVI^e siècle : en ancien français, il désigne toujours un jardin potager. Toutefois, le mot viendrait de *cohortile*, la « cour », puis devient le « jardin » car la cour a vite été plantée à la fois de légumes et d'arbres fruitiers⁴⁸. Le *cortil* peut donc être considéré comme un jardin domestique, probablement clos. Cela implique que ces parcelles étaient disponibles pour tous les emplois. Elles sont d'ailleurs souvent déclarées accompagnées

de petites portions de terre labourable, de vigne et de pré. Les biens désignés sous ce vocable seront donc rangés dans la catégorie transversale « jardin » qui, pour les trois époques retenues, désigne à la fois un potager, un verger et un lieu d'agrément. Autre exemple relevé dans le terrier de 1508, le terme de *pleux* ou *pelleux* qui, en ancien français, peut désigner soit des terres en friche, soit de simples prés⁴⁹. A Blandy, au début du XVI^e siècle, ces parcelles correspondent vraisemblablement à des prés : en effet, des biens qui se trouvent côte à côte confrontent pour les uns, des prés, pour les autres des *pleux/pelleux*. Les deux appellations semblent donc être synonymes.

- 28 Ce travail de définition et d'homogénéisation des informations consignées dans notre documentation a été effectué pour toutes les mentions de types d'occupation du sol, de lieux de résidence, de métiers (ou statut) des déclarants. En ce qui concerne les données fiscales, l'origine et le système du prélèvement sont totalement différents avant et après la Révolution. Nous avons donc été contraint d'établir deux typologies parallèles : d'un côté, des catégories communes pour les XVI^e et XVIII^e siècles ; de l'autre, un classement indépendant des informations du XIX^e siècle.
- 29 Les deux plans ont été, quant à eux, intégrés dans ArcGis. Pour commencer, nous avons géoréférencé puis vectorisé les planches du cadastre de 1845, géométriquement fiable. La méthode d'intégration de plans anciens dans un système d'information géographique est aujourd'hui bien maîtrisée. Une fois les documents numérisés, ils sont rectifiés par rapport à un support numérique contemporain (scan 25, orthophotographie ou cadastre actuel) sur lequel on recherche des « points de contrôle », c'est-à-dire des éléments du paysage encore présents (routes, bâtiments...)⁵⁰. Nous avons utilisé la BD parcellaire actuelle (IGN) pour effectuer ce travail. Nous avons ensuite redessiné l'ensemble des parcelles, des chemins et du réseau hydrographique représentés au XIX^e siècle. Chaque parcelle vectorisée s'est vue réattribuée son numéro, à partir duquel la jointure avec les données relevées dans les états de sections sera effectuée (fig. 10).

Fig. 10. Les données graphiques et textuelles du cadastre de 1845 intégrées dans le SIG.

- 30 Afin de pouvoir, par la suite, comparer sur un même support les états du XVIII^e siècle et du XIX^e siècle, il était nécessaire de redessiner le plan de Desquinemare dans les contours de celui de 1845. Le cadastre napoléonien géoréférencé et vectorisé a donc servi de base pour travailler sur le plan de 1740. Nous avons commencé par retracer les voies, le réseau hydrographique et les limites de quartiers de culture⁵¹ du cadastre napoléonien lorsque ces différents éléments semblaient correspondre à ceux du plan plus ancien. Puis, à partir de cette structure, nous avons redessiné les parcelles du XVIII^e siècle et complété, si nécessaire, les réseaux viaire et hydrographique (fig. 11).

Fig. 11. Le plan de 1740 redessiné dans les contours du cadastre de 1845.

- 31 Comme pour le plan précédent, chaque parcelle vectorisée s'est vue réattribuée son numéro qui permet de faire le lien avec les données extraites des « tables d'héritages » et du terrier de 1744/50 (fig. 12).

Fig. 12. Les données graphiques et textuelles du plan de 1740 intégrées dans le SIG.

- 32 Enfin, nous avons utilisé cette version du plan de 1740, géoréférencée et digitalisée à partir du cadastre napoléonien, comme fond de carte pour situer les données du XVI^e siècle. En effet, la localisation des mentions textuelles issues du registre de 1508 était essentielle pour permettre leur confrontation aux données précédemment spatialisées des autres périodes. Mais 232 ans séparent tout de même le plan de Desquinemare et le terrier dressé à la demande d'Agnès de Savoie. Ainsi, la figure 13 représente, sous la forme de deux graphes⁵², le voisinage d'une grande pièce de terre qui fait partie de la réserve du seigneur de Blandy au XVI^e siècle et au XVIII^e siècle. Selon toute vraisemblance, cette parcelle garde la même superficie et se trouve au même endroit aux deux périodes. Pourtant, les toponymes utilisés pour localiser les biens qui l'entourent varient considérablement dans ce même laps de temps : en 1508, les « neufs arpents de Monseigneur » confrontent des parcelles situées par 5 toponymes, tandis qu'en 1744/50, on utilise 9 toponymes. De plus, seulement deux mentions (la *Croix Thierry* et les *Terres Franches*) survivent jusqu'au XVIII^e siècle.

Fig. 13. Graphes des toponymes mitoyens de la pièce de terre des « Neufs arpens de Monseigneur », XVI^e-XVIII^e siècle.

- 33 En plus de deux siècles, des changements sont donc intervenus dans la toponymie. C'est pourquoi, pour tenter de localiser le mieux possible les données de 1508, nous avons procédé par étapes. Nous avons d'abord établi, pour le XVI^e siècle et pour le XVIII^e siècle, des listes portant sur quatre éléments : la toponymie, les voies de communication, le réseau hydrographique et les aménagements hydrauliques, l'habitat. Ces inventaires ont ensuite été confrontés, par périodes, afin de repérer des « invariants », c'est-à-dire des mentions ayant le même nom, mais aussi un environnement similaire en 1508 et en 1740/50. En effet, ce n'est pas parce l'orthographe d'un nom n'évolue pas ou peu, que sa position dans l'espace reste la même. Nous l'avons dit (cf. *supra*), dans les terriers, les biens sont presque toujours situés par rapport à des éléments remarquables : nom d'un chemin, d'un ruisseau, pièce de terre importante, aménagements divers... C'est sur ces éléments décrits dans les confronts des parcelles du terrier du XVI^e siècle que nous nous sommes appuyés pour déterminer si l'environnement des pièces de terre déclarées était le même aux deux périodes considérées. Prenons, par exemple, des parcelles du XVI^e siècle situées à *Champ Galon* : elles confrontent le chemin de *Meleun à Champeaux* et les terres de *Foujus*, la paroisse voisine. Au XVIII^e siècle, d'après le plan de Desquinemare, les parcelles situées au *Champ Galon/chantier de Champ Galon* touchent le chemin de *Melun à Champeaux* et la frontière de la paroisse voisine de *Foujus*. Nous avons alors considéré que ce toponyme *Champ Gallon* était localisé dans la même zone du finage blandinois au XVI^e siècle et au XVIII^e siècle. Toutefois, on sait aujourd'hui à quel point l'espace englobé par les toponymes n'a pas de limites fixes, ce qui le rend flou, voire élastique⁵³. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de regrouper les mentions toponymiques *Champ Gallon* du document du XVI^e siècle sur un unique point. Ce point étant le centroïde des parcelles du plan du XVIII^e siècle situées audit *Champ Gallon*⁵⁴. Cette démarche, appliquée à toutes les mentions associées à un toponyme ayant perduré entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, nous a permis de localiser 76 % des parcelles et 70 % de la superficie déclarées au terrier de 1508 (fig. 14).

charges : le cens, payable en argent et/ou en nature ; le champart et la coutume qui sont des redevances à part de fruits, c'est-à-dire qu'elles représentent une part proportionnelle de la récolte.

- 37 A l'époque qui nous intéresse, le cens est considéré comme étant perpétuel, héréditaire et aliénable⁵⁷. « Dès la première moitié du XIII^e siècle, la censive est devenue pleinement le domaine utile sur lequel le tenancier a l'entière liberté de disposition, de son vivant au post-mortem. [...] le cens est donc fixé une fois pour toute [...] et ne peut être révisé tant que demeurent le bénéficiaire du bail initial et ses héritiers, même lointains⁵⁸ ». Pourtant, un travail de comparaison mené sur le taux du cens en argent montre que des changements importants ont eu lieu entre le début du XVI^e siècle et la fin du XVIII^e siècle. Les cartes et les statistiques réalisées à partir des données portant sur les différents types d'occupation du sol (hors bâtis) mettent en lumière deux situations très différentes.
- 38 Pour le XVI^e siècle, la figure 15 présente les résultats obtenus d'après le calcul des taux de cens moyens à l'arpent⁵⁹ pour chacune des zones du finage représentées par les centroïdes. 20 montants différents sont appliqués. Le taux varie en fonction des catégories de biens grevés. En moyenne, les jardins et les vignes sont ainsi plus lourdement taxés que les terres labourables et les prés. Néanmoins, à superficie égale et type d'occupation similaire, il existe également des distorsions parfois très importantes dans la valeur du cens demandé en fonction du lieu où se trouve la parcelle. Par exemple, un arpent de terre labourable situé à *Champ Gallon*, à l'extrémité nord du finage, vaut en moyenne 4 deniers tandis qu'un arpent de terre situé à *Villegenest* à l'ouest du finage, vaut quant à lui, en moyenne, 18 deniers. De plus, le seigneur peut également exiger des prélèvements très différents pour des parcelles voisines : la figure 16 reprend la représentation, sous la forme d'un graphe, du voisinage de la grande pièce de terre qui fait partie de la réserve du seigneur de Blandy au XVI^e siècle (cf. *supra*). Nous avons attribué à chaque nœud (parcelle) le taux de cens à l'arpent indiqué dans le terrier. Les 56 parcelles décrites dans le registre qui confrontent les « neuf arpens de Monseigneur » regroupent pas moins de 9 taux différents. En 1508, le taux du cens en argent apparaît donc très hétérogène. Ses variations posent « le problème de l'origine et de la nature des cens⁶⁰ ». Les montants exigés à l'arpent dépendent vraisemblablement d'un ensemble de critères à la fois objectifs (la taille et le type d'occupation de la parcelle), qualitatifs (le type d'occupation de la parcelle, sa position au sein du terroir, la fertilité estimée du sol ou l'éloignement du bien par rapport au lieu de résidence), voire chronologiques (l'époque où a été faite la concession du bail à cens)⁶¹.

Fig. 15. Les taux de cens moyens à l'arpent (en deniers) au XVI^e siècle. Fig. 16. Graphe des taux de cens moyens à l'arpent des parcelles mitoyennes de la pièce de terre des « Neufs arpens de Monseigneur », XVI^e siècle.

- 39 La figure 17 présente la répartition spatiale et l'analyse statistique des différents montants demandés à l'arpent aux tenanciers du XVIII^e siècle indiqués dans le texte du terrier. La configuration apparaît totalement différente de celle du XVI^e siècle. 4 taux de cens seulement se partagent l'ensemble des parcelles de la censive. Un taux à 10 deniers par arpent qui ne concerne qu'une seule parcelle de terre. Un taux à 15 deniers par arpent qui regroupe 92,5 % des parcelles dont on connaît le taux de cens, est appliqué sur la quasi-totalité du finage et pour tous les types d'occupation du sol étudiés. Cela implique que ce montant exigé des tenanciers ne prend en compte aucun des critères qualitatifs ou chronologiques évoqués plus haut puisqu'il est fondé sur une seule variable : la superficie détenue. Il existe également deux taux très élevés de 120 et 240 deniers par arpent. Ces derniers sont regroupés dans deux zones, à proximité du village, et ne concernent que des vignes ou des friches de vignes. Deux questions

s'imposent : pour quelles raisons ces parcelles de vignes et de friches de vigne sont-elles redevables de montants 8 fois et 16 fois supérieurs aux autres vignes ou friches de vigne du finage ? Qu'est ce qui justifie que le taux de l'une de ces zones soit double par rapport à l'autre ?

Fig. 17. Les taux de cens à l'arpent (en deniers) au XVIII^e siècle.

- 40 Pour tenter d'y répondre, nous avons pris en compte le « sens » des toponymes utilisés pour désigner ces deux zones ; nous nous sommes également intéressée aux confronts des parcelles qui s'y trouvent ; enfin, nous avons mis en relation la carte de la répartition des taux de cens appliqués à l'ensemble des vignes de Blandy avec les données de pente et d'exposition extraites du modèle numérique de terrain de la commune⁶². Les parcelles concernées par ces taux de cens élevés sont situées au *Clos* (120 deniers/arpent) et aux *Plantes* (240 deniers). Ces zones sont séparées du reste du terroir, délimitées et protégées : les *Plantes* sont installées entre trois chemins (le chemin de Blandy à Foujus, le chemin de Blandy à Champeaux, le chemin de Saint-Merry à Melun) et, d'après le plan de 1740 et des mentions de confronts issues du terrier de 1744/50, entourées, en partie au moins, par une haie⁶³. Le *Clos* se trouve immédiatement à la sortie du bourg, séparé de celui-ci par un chemin (sans nom) et, d'après des informations extraites du texte du XVIII^e siècle, par un mur⁶⁴. Ces deux ensembles sont donc probablement considérés comme des clos, c'est-à-dire des ensembles de parcelles attenantes, isolées du reste du vignoble, pouvant être exploitées de façon concertée⁶⁵. Les clos sont associés à une viticulture de meilleure qualité et bénéficient de plus d'attentions et de certaines mesures d'exception : par exemple, depuis le Moyen Âge, ils sont considérés comme des jardins où les fruits peuvent être récoltés au moment où les vignerons les jugent bons, et non le jour imposé au reste du finage pour les vendanges⁶⁶. Le regroupement et la spécialisation de ces deux terroirs peut donc expliquer leurs taux de cens très élevés par rapport au reste du vignoble. Cette particularité est d'ailleurs ancienne puisqu'on retrouve la même configuration sur la carte de la répartition des taux de cens moyens exigés au XVI^e siècle (fig. 15) : les centroïdes A (le *Clouz- Vignes du Clouz*) et B (les *Plantes- le Clouz des Plantes-Vignes des Plantes*) sont redevables du montant moyen le plus élevé du finage (193 deniers/arpent). De plus, d'après les données extraites des mentions des confronts des parcelles déclarées au terrier de 1508, ces ensembles de parcelles sont clos par des « meurs⁶⁷ »,

sans que l'on sache toutefois s'il s'agit réellement d'un mur ou d'une simple haie vive. Les deux clos existent donc déjà au XVI^e siècle. Ce qui nous amène à nous interroger sur les critères du choix de ces deux zones parcellaires au sein du vignoble plutôt que d'autres. L'utilisation des données fournies par le modèle numérique de terrain nous permet d'en éliminer au moins deux : les parcelles de vigne de la censive sont toutes regroupées sur deux coteaux, à proximité immédiate du bourg ou ses alentours, formant comme un demi-cercle autour de celui-ci. Les terrains pentus permettent en effet de bénéficier d'une meilleure exposition au soleil et surtout, facilitent l'installation de ce type de culture car ils favorisent l'écoulement des eaux dans cette région où le sol, trop perméable, est, au départ, peu propice à l'implantation d'un vignoble. Ces coteaux ont un profil de pente similaire (fig. 18). En ce qui concerne l'exposition, la majorité des vignes sont orientées sud, sud-est, sud-ouest. Les parcelles du *Clos*, redevables du taux de cens le plus élevé (240 deniers/arpent) sont, quant à elles, orientées nord-est (fig. 19). Ce n'est donc ni la pente ni l'exposition qui expliquent ce choix d'enclaver nos deux ensembles de parcelles. Nous ne pouvons malheureusement pas compléter notre investigation avec des données pédologiques qui nous auraient renseignées sur la qualité des sols car l'échelle de la carte établie pour notre zone d'étude est trop imprécise⁶⁸. Avant de terminer cette étude exploratoire, revenons sur la différence de taux qui existe entre les deux clos. La distance et la chronologie peuvent ici entrer en ligne de compte. En effet, le centre du *Clos* (240 deniers/arpent) se trouve à 206 mètres du centre du village tandis qu'il faut, depuis ce même point, parcourir 652 mètres pour rejoindre le centre des *Plantes* (120 deniers/arpent). De plus, le toponyme les *Plantes* indique souvent des plants de vigne plus récents que les autres dans l'histoire d'un parcellaire⁶⁹.

Fig. 18. Les pentes d'après le modèle numérique de terrain.

Fig. 19. Les expositions « sud » d'après le modèle numérique de terrain.

- 41 Les répartitions spatiales et les analyses statistiques des différents taux de cens demandés à l'arpent aux tenanciers du XVI^e siècle et du XVIII^e siècle nous ont permis de visualiser des changements importants. En 1744/50, à l'inverse de ce qui a été constaté en 1508, l'organisation du système de prélèvement apparaît remarquablement uniforme et rationnelle. Une simplification et une rationalisation du prélèvement seigneurial ont donc vraisemblablement été réalisées entre le début du XVI^e siècle et la fin du XVIII^e siècle. Ce changement n'a pas fait totalement table rase du passé puisqu'on retrouve les même zones de clos, très fortement taxées, aux deux périodes concernées. Toutefois, ce mouvement a affecté l'ensemble de la censive de la seigneurie et remet en cause la réputation de fixité et de perpétuité du cens⁷⁰. A un moment donné, à Blandy, les taux de prélèvement ont été modifiés. Cela suppose un acte volontaire et planifié dont nous n'avons malheureusement pas encore trouvé de traces dans les archives. Plusieurs questions se posent auxquelles nous devons chercher des réponses : par qui et pourquoi cette réforme a-t-elle été mise en place, qu'est-ce qui a motivé les acteurs ? S'agit-il d'un acte « autoritaire » ou d'un changement négocié ? Rationalisation et simplification ont-elles entraîné un remodelage du parcellaire et une redistribution des parcelles aux différents tenanciers de la censive ?
- 42 Le croisement des informations extraites des documents terriers de 1508 et 1744/50 avec les données de pente et d'exposition issues du modèle numérique de terrain nous a également permis de commencer à réfléchir, pour les clos au moins, aux critères susceptibles de faire varier les montants à l'arpent exigés des tenanciers.

NOTES

1. Voir entre autres : B. CURSENTE, M. MOUSNIER (dir.), *Les territoires du médiéviste*, Rennes, 2005 ; *Construction de l'espace au Moyen Âge : pratiques et représentations*, Paris, 2007 ; D. GLOMOT, « Héritage de serve condition », *une société et son espace. La haute marche à la fin du Moyen Âge*, Limoges, 2013 ; in *Le médiéviste et l'ordinateur*, 44 (2006) - <http://lemo.irht.cnrs.fr> ; S. LETURCQ, *Un village, la terre et ses hommes. Toury en Beauce, XII^e-XVII^e siècles*, Paris, 2007 ; N. POIRIER, *Un espace rural à la loupe : paysage, peuplement et territoires en Berry de la Préhistoire à nos jours*, Tours, 2010 ; A. TORRE, « Un 'tournant'spatial en histoire ? Paysages, regards, ressources », in *Annales, Histoire, Sciences sociales*, 2008, p. 1127-1144.
2. A. ROSSI, « Un espace agraire en pays d'*openfield* : occupation du sol et pratiques spatiales à Blandy-les-Tours (Seine-et-Marne), du XVI^e au XIX^e siècle », sous la direction de François Favory à l'université de Besançon (école doctorale LETS 38).
3. F. HAUTEFEUILLE, « Territoire textuel, visuel, virtuel », in B. CURSENTE, M. MOUSNIER (dir.), *op. cit.*, p. 401-416 ; G. LÉVI, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorcisme dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, 1989 ; J. REVEL, *Jeux d'échelles*, Paris, 1996.
4. A.-H. TAILLANDIER, *Histoire du château et du bourg de Blandy en Brie*, Paris, 1854 [1994], p. 20 ; L. GALFO, « Familles seigneuriales et châtelains de Blandy (X^e-XIX^e siècles) », in I. RAMBAUD (dir.), *Le château de Blandy-les-Tours*, Moisenay, 2007, p. 78.
5. Le territoire du pays melunais était alors un comté dont la vicomté subsista jusqu'à la fin de la féodalité.
6. Les familles Melun-Tancarville, Harcourt, Orléans-Longueville, Bourbon-Condé, Bourbon-Soissons vont se succéder à la tête de la seigneurie de Blandy. A.-H. TAILLANDIER, *op. cit.*, p. 19-124 ; L. GALFO, *op. cit.*, p. 78-85.
7. Lettres patentes du mois de septembre 1705, enregistrées le 5 du même mois : archives nationales, O¹ 49, fol. 125 r^o -131 r^o ou K 617, n^o 9⁸ ou AB XIX 3570 ou X^{1A} 8699, fol. 545 v^o - 551 v^o, références citées in C. LEVANTAL, *Ducs et pairs et duchés pairies laïques à l'époque moderne (1519-1790) : dictionnaire prosopographique, généalogique, chronologique, topographique et heuristique*, Paris, 1996, p. 331 ; transcription in A. DÉCHAUSSE (Père Anselme), *Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France...*, 9 vol., Paris, 1726-1730, t. V, p. 95-99.
8. Archives départementales de Seine-et-Marne, E239, 29 août 1705, f^o 33.
9. Pour ce qui concerne Vaux-le-Vicomte et son histoire, à titre indicatif : C. BORDIER, *Vaux-le-Vicomte : genèse d'un chef-d'œuvre*, Triel-sur-Seine, 2013 ; D. DESSERT, *Fouquet*, Paris, 1987 ; J.-M. MONTCLOS, G. FESSY, M. FUMAROLI, *Le château de Vaux-le-Vicomte*, Paris, 2012.
10. Contrairement à une idée reçue, la somptueuse fête donnée à Vaux-le-Vicomte en l'honneur de Louis XIV (accompagné par ses 600 courtisans) le 17 août 1661, n'est pas la raison de la disgrâce et de l'arrestation de Nicolas Fouquet. La décision avait déjà été prise par le roi. D. Dessert (*op. cit.*, p. 240) qualifie d'ailleurs la réception de Vaux d'« épiphénomène ».
11. En France, la dignité est obligatoirement rattachée à la terre. La terre et le titre sont donc indissolublement liés. En France, les titres sont d'origine réelle. Aussi, tout duc doit être le légitime propriétaire d'un ensemble de fiefs auquel on donnera un nom désignant le tout. P. DELSALLE, *Vocabulaire historique de la France moderne*, Paris, 2005 [1996, 2002, 2007], p. 116.
12. F. EL HAGE, *Le maréchal de Villars : l'infatigable bonheur*, Paris, 2012, p. 80.
13. Archives départementales de Seine-et-Marne, E239, 29 août 1705, f^o 34-35 ; archives nationales, MC CXVII 681 : fol. 2-3.
14. L. GALFO, *op. cit.*, p. 86.

15. Lettres d'érection du mois de septembre 1709, enregistrées au parlement le 7 avril 1710 : Archives nationales, O¹ 53, fol. 139 r°-143 r° ou K 617, n° 9⁷ ou AB XIX 3570, références citées in C. LEVANTAL, *op. cit.*, p. 354 ; transcription dans A. DÉCHAUSSE, *op. cit.*, t. V, p. 99-101.
16. Un duché-pairie est une terre ou, plus fréquemment, un ensemble de terres qui se trouvent sous la domination d'un duc et pair. Cette double dignité, personnelle et héréditaire, place son bénéficiaire au sommet de la pyramide féodale et nobiliaire, donc sociale, du royaume de France. P. DELSALLE, *op. cit.*, p. 91 et C. LEVANTAL, *op. cit.*, p. XXI.
17. C. LEVANTAL, *op. cit.*, p. 317.
18. L. GALFO, *op. cit.*, p. 87.
19. Archives nationales, Q1 1402*.
20. Archives départementales de Seine-et-Marne, 140 Edt 1G1.
21. Bibliothèque municipale de Melun, HHR 217 t. 3 et t. 5.
22. Archives départementales de Seine-et-Marne, 140 Edt 1G7.
23. Dès la première moitié du XIII^e siècle, le cens devient perpétuel et héréditaire. Une fois le taux de la charge fixé, le seigneur ne peut pas le réviser tant que le bénéficiaire et ses héritiers, mêmes lointains, s'occupent de la parcelle. C. GAUVARD, A. DE LIBERIA, M. ZINK, *Dictionnaire du Moyen Âge*, Paris, 2002, p. 237.
24. S. LETURCQ, « A la découverte de la dimension spatiale des terriers... Le SIG, outil d'analyse des terroirs d'exploitation », in *Le Médiéviste et l'Ordinateur*, 44 (2006) (Les systèmes d'information géographique) [En ligne] <http://lemo.irht.cnrs.fr/44/terriers.htm>.
25. « Encore au XVII^e siècle, les textes des juristes ne transigent pas sur l'attribution de la propriété : le seigneur est le véritable propriétaire des biens. [...] au XVIII^e siècle, le changement est net : la propriété utile l'emporte de plus en plus sur la propriété éminente. [...] les Constituants ne faisaient que transposer dans la loi, ce qui était considéré depuis belle lurette comme allant de soi par les paysans », G. BÉAUR, « Les rapports de propriété en France sous l'Ancien Régime », in N. VIVIER, *Ruralité française et britannique, XIII^e-XX^e siècles. Approches comparées*, 2005, p. 188.
26. E. GRELOIS, « Les hommes dans les seigneuries de Basse-Auvergne. Organisation, perception et négociation du prélèvement seigneurial », in M. BOURIN, P. MARTINEZ SOPENA, *Pour une anthropologie du prélèvement seigneurial dans les campagnes médiévales (XI^e-XIV^e siècles) : réalités et représentations paysannes*. Colloque tenu à Medina del Campo du 31 mai au 3 juin 2000, in *Histoire ancienne et médiévale*, 68 (2004), p. 583-584 ; F. STALDER, « Typologie et évolution des terriers entre Lyonnais et Pays de Gex des origines aux débuts du XVI^e siècle ». in G. BRUNEL, O. GUYOTJEANNIN, J.-M. MORICEAU, *Terriers et plans-terriers du XIII^e au XVIII^e siècle*. Actes du colloque de Paris, 23-25 septembre 1998, Rennes-Paris, 2002, p. 414.
27. R. FOSSIER, *Hommes et villages d'occident au Moyen Âge*, Paris, 1992, p. 44 ; A. SOBOUL, « De la pratique des terriers à la veille de la Révolution », in *Annales Économies, Sociétés, Civilisations* 19/6 (1964), p. 1052.
28. Le finage est entendu comme le « territoire sur lequel un groupe rural, une communauté de paysans, s'est installé, pour le défricher et le cultiver, et sur lequel il exerce des droits agraires ». Tandis qu'il considère le terroir comme : « une étendue de terrain présentant certains caractères qui l'individualisent du point de vue agronomique », R. LEBEAU, *Les grands types de structures agraires dans le monde*, Paris, 2000 [1969], p. 9-10.
29. D. GLOMOT, « Le traitement des terriers médiévaux de Haute-Marne à l'aide de SIG », in *Géocarrefour* [en ligne], 85/1 (2010), p. 68 ; voir aussi M. CONESA, « Capbreu et paysage. Remarques sur l'utilisation d'une source seigneuriale dans l'étude des Pyrénées de l'Est (Cerdagne, XVI^e-XVIII^e siècle) », in *Bulletin du centre d'histoire moderne et contemporaine de l'Europe méditerranéenne et de ses périphéries*, 2007.

30. Cette expression, citée par A. Antoine dans *Le paysage de l'historien*, est d'Etienne-François de Cicille. Ce dernier tenta de réformer le duché de Penthièvre selon les principes de réformation suivants, à appliquer dans cet ordre : inventorier et classer les anciens titres de la seigneurie ; faire lever des plans ; faire les applications des titres au plan ; faire rendre les aveux ; dresser une table des vassaux et des tenanciers. A. ANTOINE, *Le paysage de l'historien : archéologie des bocages de l'Ouest de la France à l'époque moderne*, Rennes, 2000, p. 89.
31. A. ANTOINE, *op. cit.*, p. 90.
32. L. GALFO, *op. cit.*, p. 89.
33. Le douaire est l'usufruit attribué à la veuve sur une partie des biens de son mari défunt. Ce transfert, lorsqu'il avait effectivement lieu, permettait aux femmes concernées de garder leur niveau de vie après le décès de leur conjoint et d'organiser ainsi le problème crucial de la survie d'une épouse devenue veuve. En effet, le veuf ne se trouve pas devant les mêmes problèmes que la veuve : contrairement à elle, il peut se remarier dès qu'il le souhaite, il dispose de ses biens, de l'autorité sur ses enfants et de l'intégralité de ses droits. C. GAUVARD *et al.*, *op. cit.*, p. 434 ; M. PARISSE, *Veuves et veuvage dans le Haut Moyen Âge*, Paris, 1993, p. 11.
34. L. GALFO, *op. cit.*, p. 86.
35. Archives nationales, MC XXXI 104 : testament du maréchal de Villars, fait à Paris le 27 décembre 1717 ; Archives départementales de Seine-et-Marne, E239, f° 32.
36. La bibliothèque de Melun conserve 86 planches réparties en 4 volumes (t. 2 : Moisenay, t. 3 et t. 5 : Blandy, t. 4 : Sivry). Le tome 1 qui concerne Vaux-le-Vicomte est manquant.
37. Le plan géométrique est un « plan levé par des opérations établies sur des principes certains avec les instruments nécessaires (équerre, demi-cercle, boussole, planchette), qui représente au vrai non seulement la superficie du terrain, mais à proportions toutes les dimensions, angles, longueurs et largeurs des héritages ». Il s'oppose au plan visuel qui est un « plan levé à vue sur le terrain, sans aucune mesure, dont le rapport en petit ne présente sur le papier que l'à peu près de la superficie du terrain et des héritages qui en sont la division », F. DE DAINVILLE, *Le langage des géographes: termes, signes, couleurs des cartes anciennes, 1500-1800*, Paris, 2002 [1964], p. 48.
38. M. TOUZERY, « Naissance et crépuscule de l'arpenteur-juré. De l'État royal à la Révolution », in *2000 ans d'arpentage : le géomètre au fil du temps*, *Géomètres*, 2000, p. 36-46 ; N. VERDIER, « Cartes et paysages : tenter la médiation au XVIII^e siècle. La question des paysages en plan et en perspective », in *Les carnets du paysage*, 20 (2010), p. 14-31 : p. 20.
39. Sauf les planches 37 et 44 qui représentent les bois de la seigneurie de Blandy.
40. A. ANTOINE, *op. cit.*, p. 77.
41. G. MANIERE, *Billy et ses environs à la fin du XV^e siècle. Les paroisses de Billy, Saint-Félix, Crechy et Saint-Alyne. Sur les pas de nos ancêtres paysans à partir d'un terrier de 1477*, Saint-Félix, 1993, p. 358 ; « Au Moyen Âge, le mot frontière n'avait pas le sens linéaire qu'il a aujourd'hui. Maintes seigneuries étaient formées de domaines hétérogènes, dispersés ou comportant des enclaves. Ainsi, quiconque sillonne ses champs et ses bois franchit des terrains et rencontre des hommes relevant de dominations différentes », R. BOUTRUCHE, *La crise d'une société*, Paris, 1963, p. 46.
42. Il s'agit des fiefs de Bouisy, de Sussy et de Malicorne.
43. L'ensemble des éléments représentés ont été localisés par un calcul en triangulation.
44. Pour tout ce qui concerne l'histoire du cadastre, voir notamment : L. BASSETTE, « Origines du cadastre parcellaire français (1807-1808) », in *Bulletin de l'académie delphinale*, t. 11-12 (1940-1941), Allier, p. 139-190 ; A. MAURIN, *Le cadastre en France, histoire et rénovation*, Paris, 1992 ; P. CLERGEOT, *Cent millions de parcelles en France : 1807, un cadastre pour l'Empire*, Paris, 2007.
45. P. BRUNET, *Structures agraires et économie rurale des plateaux tertiaires entre la Seine et l'Oise*, Caen, 1960, p. 61.
46. D. BAUD, « Dynamiques paysagères d'un finage savoyard : l'apport des archives cadastrales (début XVIII^e-fin XIX^e siècle », in *Géocarrefour* [En ligne], 85/1 (2010), p. 82-83.

47. L'information détaillée a tout de même été conservée afin de pouvoir, si besoin, affiner les analyses.
48. FLARAN 9, *Jardins et vergers. 9e journée internationale d'histoire*, Auch, 1988, p. 44.
49. F. GODEFROY, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du IX^e au XV^e siècle*, Paris, 1880, p. 68.
50. S. ROBERT (dir.), *Sources et techniques de l'archéogéographie*, Besançon, 2011.
51. Les parcelles sont regroupées en quartiers qui portent différents noms selon les régions (climats, cantons, chantiers, contrées, bènes, triages). Toutes les parcelles d'un même quartier étant parallèles, c'est leur orientation qui permet de les distinguer entre eux. Chacune de ces sections constituant, au sens du cadastre, un lieu-dit.
52. Les graphes ont été conçus en suivant la méthode développée dans le cadre du programme de recherche ModelEspace (ANR 09-BLAN-0322-02). Ce programme, dirigé par Florent Hautefeuille (FRAMESPA), Bertrand Jouve (IMT) et Samuel Leturcq (CITERES-LAT) a été financé par l'Agence Nationale de la Recherche de 2010 à 2012 (<http://modelespace.univ-tlse2.fr/>). Le projet a regroupé des chercheurs en histoire, archéologie, mathématique et géomatique issus de trois laboratoires de Toulouse et de Tours (FRAMESPA - UMR 5136, CITERES-Lat - UMR6173, IMT - UMR 5219). Ces derniers ont travaillé à la création d'un outil qui permette de modéliser, sous forme de graphes, les informations des documents fiscaux (planimétriques ou non) à différentes périodes afin de comparer les modélisations graphiques de chacun de ces états et d'étudier les dynamiques. Pour les détails de la procédure technique voir M. LE COUEDIC, S. LETURCQ X. RODIER, F. HAUTEFEUILLE, E. FIEUX, B. JOUVE, « Du cadastre ancien au graphe. Les dynamiques spatiales dans les sources fiscales médiévales et modernes », in *ArchéoSciences*, 36 (2012), p. 71-84 ; voir également les articles de S. Leturcq et de F. Hautefeuille qui se trouvent dans cette publication.
53. B. VUE, *Microtoponymie et archéologie des paysages à Neuilly-l'Evêque (Haute-Marne) du XIII^e au XX^e siècle*, Thèse de doctorat de l'Université de Nancy, 1997, p. 242.
54. Nicolas Poirier avait pris ce parti d'associer les différentes informations issues de ses sources écrites à des centroïdes microtoponymiques. N. POIRIER, *Un espace rural à la loupe : paysage, peuplement et territoires en Berry de la préhistoire à nos jours*, Tours, 2010, p. 60-61.
55. Archives nationales, Q1 1402*. Parcelle 1769.
56. G. FOURQUIN, *Les campagnes de la région parisienne à la fin du Moyen Âge (du milieu du XIII^e au début du XVI^e siècle)*, Bordeaux, 1963, p. 181.
57. Voir note 23.
58. G. FOURQUIN, *op. cit.*, p. 176.
59. Un arpent = 51,07 ares.
60. A. PLAISSE, *La baronnie de Neubourg. Essai d'histoire agraire, économique et sociale*, Paris, 1961, p. 57.
61. « La diversité et les variations du montant du taux de cens peut aussi s'expliquer « par des actes ou des faits de concession survenus à des époques différentes. Les prix étant en relation directe avec les conditions politiques, économiques et sociales du moment, et les redevances du domaine étant essentiellement caractérisées par leur fixité ; on s'expliquerait ainsi que telle parcelle de terre soit grevée d'une redevance double ou triple par rapport aux autres », R. DION, *L'histoire de la vigne et du vin en France des origines au XIX^e siècle*, Paris, 1959, p. 48.
62. MNT à 50 m.
63. Ex : parcelle 4779, Archives départementales de Seine-et-Marne, 140 Edt 1G1 ; Bibliothèque de Melun, HHR 217 : t. 5, planche 36.
64. Ex : parcelle 4372, Archives départementales de Seine-et-Marne, 140 Edt 1G1.
65. A. QUERRIEN, « La viticulture en Bas-Berry au Moyen Âge : clos et vignes séparées autour de Levroux et de Moulins-sur-Céphons », in *La vigne et le vin dans le centre de la France, Revue de l'Académie du Centre*, 121 (1995), p. 100.
66. M. LACHIVIER, *Par les champs et les vignes*, Paris, 1998, p. 209.

67. Ex : Archives nationales, Q1 1402* : « Les meurs des Plantes », parcelle 1655, « les meurs des vignes du Clouz », parcelle 1847.

68. J. ROQUE, *Référentiel régional pédologique de l'Île de France à 1/250 000*, INRA, 2003.

69. A. QUERRIEN, *op. cit.*, p. 101.

70. Voir aussi de nombreux cas de conversion de cens dans : L. FELLER (dir.), *Calculs et rationalités dans la seigneurie médiévale : les conversions de redevances entre XI^e et XV^e siècles*. Actes de la table ronde organisée par le LAMOP à Auxerre, 26 et 27 octobre 2006, Paris, 2009.

RÉSUMÉS

Cette étude doctorale repose, en grande partie, sur la mise en parallèle de données textuelles et planimétriques, modernes et contemporaines, intégrées dans un système d'information géographique.

Les documents concernés (un terrier-censier du XVI^e siècle, un terrier associé à un plan du XVIII^e siècle, et le cadastre napoléonien de 1845), en inventoriant parcelles et tenanciers/propriétaires, ont en commun de présenter de nombreux renseignements sur la structuration de l'espace rural : la propriété foncière, ses représentants, l'espace qu'ils contrôlent et la façon dont ils le perçoivent. Ils décrivent cependant chacun une réalité spatiale différente selon la période concernée.

En choisissant de travailler à l'échelle micro-historique et sur le temps long, c'est la pratique quotidienne, la perception des acteurs et la recherche d'éventuelles ruptures dans l'occupation du sol et les pratiques spatiales qui seront considérées. Dans cette communication, nous exposerons la méthode d'acquisition et de traitement des données, ainsi que quelques-uns des premiers résultats obtenus.

This doctoral study is largely based on the parallel processing of textual and planimetrics data, be they modern or contemporary, incorporated into a geographical information system.

The relevant documents (a 16th-century terrier, a terrier linked to a 18th-century plan and the 1845 Napoleon's cadaster) which includes the consistent recording of plots of land and tenants/owners, present a lot of information on the rural space structuring : land ownership, its own representatives, the space they manage and their way of seeing it. However, each document describe a different space reality, depending on the relevant period.

By working both with a micro historical scale and the long-term perspective, it's the daily practice as well as the actors' perception, the research for potential breakdowns in the land use along with the space management that will be considered. In this paper, we will expose the acquisition methods, the data processing and eventually some outcomes.

INDEX

Index géographique : France/Blandy-les-Tours

Keywords : tax documents, Medieval Ages, Moderne period, geolocation, taxation seigniorial

Mots-clés : sources fiscales, Moyen Âge, période moderne, géolocalisation, prélèvement seigneurial

AUTEUR

ALBANE ROSSI

Besançon, MSHE Nicolas Ledoux